

Actes de la journée d'automne 2015

Dé-chiffrer le travail social - Et si on valorisait le sens et les espaces d'action

III. Rendre visible l'invisible à l'aide de la presse

Laurent Bonnard, journaliste

Martine Gallaz, directrice du service social régional, Tavannes

Stéphane Devaux, rédacteur en chef du Journal du Jura, Bienne

Jeudi 26 novembre 2015
Lausanne, Palais de Beaulieu



L'ÉDITO

STEPHANE DEVOIR
sdevoir@journaldujura.ch

La face obscur de la société

Nul n'est à l'abri. La formule classique. Elle ressemble à une menace. Dans notre esprit, elle sonne surtout comme un rappel utile: les coups durs, dans l'existence, ça tombe pas qu'aux autres. Et personne ne peut savoir avec certitude s'il n'aura pas besoin de béquilles, un jour, pour se déplacer dans son parcours de vie.

«Nul n'est à l'abri», donc, a été retenu comme formule générique appelée à chaque fois, ces prochaines semaines, des articles consacrés à l'aide sociale, celle qu'elle se vit au quotidien dans les services régionaux du Jura bernois. Pourquoi parler de de l'aide sociale? Et pourquoi précisément maintenant?

D'abord parce que les professionnels occupés sur le terrain nous ont alertés. A leurs yeux, les décisions prises, ou en passe d'être prises, par le pouvoir législatif bernois, dans le cadre des programmes d'assainissement des finances cantonales, constituent bien davantage qu'un simple coup de dé. Pour eux, elles menacent en effet le respect de la dignité des bénéficiaires de l'aide sociale. Tous en plaçant les travailleurs sociaux dans une situation extrêmement délicate: en s'obligeant qu'on leur fait d'appliquer des normes notoirement inférieures aux besoins de leurs «clients» équivalant à une forme de maltraitance? Une question si grave, à les entendre nous exposent leur situation, qu'elle touche à l'existence même de leur rôle.

Mais aussi, dans un second temps, parce que le témoignage de ces collaborateurs dévoués et engagés nous a permis de constater combien la réalité des largués de la croissance, des effets de la récession, des lanternes rouges de la consommation devait être dérangée à celles et ceux qui, hélas, hélas pour eux, n'ont pas à vivre ce calvaire au quotidien. Et que notre rôle de quotidien d'information régionale était aussi de rendre compte de la face obscure de notre société, ici et maintenant. Sans polémique, mais en recueillant des témoignages.

Car nous en sommes convaincus, personne ne « tombe » à l'aide sociale par plaisir. Mais quand tous les autres droits ont été épuisés, que restait-il à ces chômeurs de longue durée, ces femmes seules avec leurs enfants ou ces victimes d'un méchant coup du sort si ce n'est un ultime recours? Pour manger correctement, élever dignement ses enfants ou subire une formation synonyme d'espoir de réinsertion. Et pas pour claquer le fric du contribuable dans le premier bidon versé...

"Nul n'est à l'abri..."

Vivre et se nourrir avec le minimum de l'aide sociale



LOU HOFFMAN



LA SUISSE BOUGE
Evlard et Crémines en top forme
PAGES 4 et 8

SAIGNELÉGIÉ
Une belle relève à la Junior Arc Expo
PAGE 7

VTT
La Prévôtoise Marine Grocchia en progrès constants
PAGE 17

SOMMAIRE

TV	PAGE 9
Sorties	PAGE 11
Diversissement	PAGE 12
Médecine	PAGE 24

TÉMOIGNAGES Peut-on vivre avec le forfait minimal prévu par les normes de la Conférence suisse d'action sociale? Dans le Jura bernois, deux assistantes sociales ont tenté l'expérience. Elles témoignent dans le premier article de notre série «Nul n'est à l'abri». **PAGE 3**



Articles parus dans le Journal du Jura

1. Vivre dans l'angoisse des factures : 12 mai 2014
2. Une menace d'inexistence sociale : 27 mai 2014
3. Beaucoup rognent sur la nourriture : 14 juin 2014
4. Sans formation, ils sont largués : 28 juin 2014
5. La gestion de la détresse humaine : 16 juillet 2014
6. Un pied dans le marché du travail : 9 septembre 2014
7. La fragilité, cette épée de Damoclès : 30 septembre 2014
8. Expliquer pour éviter la stigmatisation : 30 janvier 2015

Cette intervention, qui relate la genèse et les conséquences de la série « *Nul n'est à l'abri* » publiée par le Journal du Jura¹ s'est faite sous forme de dialogue entre l'animateur de la journée, Laurent Bonnard, la responsable du Service social régional de Tavannes, Martine Gallaz et le rédacteur en chef du Journal du Jura, Stéphane Devaux. Deux points de vue, deux approches professionnelles rigoureuses, pour un travail commun destiné à mettre en lumière une réalité. En voici donc un résumé.

Récit de la naissance du projet au Service social régional de Tavannes (SSRT).

Martine Gallaz :

Le 5 septembre 2013, le Grand Conseil bernois adopte la motion Studer (UDC) qui demande une réduction de 10% des prestations de l'aide sociale dans le cadre des mesures d'économie du canton de Berne.

Suite à cette décision, l'équipe du Service social régional réagit dans un courrier de lecteurs publié dans le Journal du Jura.

Quelques collaborateurs du SSRT créent un groupe de travail dont le but est de communiquer différemment sur l'aide sociale jusqu'à la mise en œuvre de cette motion, soit jusqu'à la révision de la loi sur l'aide sociale (LASoc).

Afin de régionaliser l'action, le groupe de travail décide de contacter les autres services sociaux du Jura bernois et d'organiser une réunion afin de mettre en place une action commune. Une partie des participant-es est enthousiaste à l'idée d'une action commune, une autre partie craint que cette action ne soit qu'une lamentation et qu'elle agace le public.

Le groupe décide finalement de contacter les médias afin de leur proposer une publication sur ce thème. Seul le Journal du Jura entre en matière.

Stéphane Devaux :

Un jour, j'ai eu un contact (téléphone ou mail, je ne me souviens même plus...) avec un membre du Service social régional de Tavannes (SSRT). Il voulait savoir dans quelle mesure notre quotidien serait prêt à publier des textes rédigés par des

¹ Fondé en 1863, Le Journal du Jura est un quotidien régional tirant à un peu moins de 10 000 exemplaires (23 000 lecteurs par jour), couvrant la partie francophone du canton de Berne, à Bienne et dans le Jura bernois. Il est édité par l'entreprise W. Gassmann SA, à Bienne, qui édite également le Bieler Tagblatt.

professionnel-les de l'aide sociale, sur leur travail quotidien, leurs difficultés, leurs angoisses, leurs peurs, mais aussi leurs moments de satisfaction. Ils avaient le sentiment, tous, que leur travail n'était pas considéré à sa juste valeur. Qu'il était même systématiquement dévalorisé par les milieux politiques (en tout cas une partie d'entre eux), pour qui ils étaient devenus une cible facile au moment de couper dans les budgets des collectivités publiques. Le canton de Berne était à ce moment-là au cœur d'un vaste débat autour des finances publiques, le Grand Conseil venant d'adopter un très gros train de mesures touchant tous les domaines de l'administration et des services publics.

Dans un premier temps, ma réponse, en tant que rédacteur en chef, a été négative. Comment gérer ce volume de textes ? Ou les intégrer ? Dans une page « Forum », ainsi qu'on appelle chez nous la page réservée au courrier de lecteurs et aux prises de position de partis et d'associations ? Cela me semblait impossible. Et puis, quelle valeur cela aurait-il eu ?

Très vite, donc, est née l'idée d'un travail en partenariat avec les services sociaux du Jura bernois. Non, nous ne publierions pas leurs textes, mais à la place, nous leur proposerions une vraie démarche journalistique : nous immiscer, nous, journalistes de presse régionale, dans leur réalité en les rencontrant et les interrogeant sur ce qu'ils vivent au quotidien. Mais pas juste comme ça, sans préparation. Nous définirions ensemble une série de thèmes, les touchant plus particulièrement, ainsi que les interlocutrices et interlocuteurs les plus à même d'apporter leur vécu et de celles et ceux dont ils gèrent les dossiers. Le but étant de ne pas nous confiner à un domaine en particulier, à un seul type de population de « gens à l'aide sociale », ni même à une seule vallée ou une seule commune. Etant un quotidien régional, il était important, pour nous, de toucher, géographiquement aussi, l'ensemble de notre zone de diffusion...

MG : Le rédacteur en chef, du Journal du Jura, Stéphane Devaux rencontre une délégation des 7 services sociaux du Jura bernois.

Il fait ensuite la synthèse de l'entrevue en proposant une série de thèmes que ses collaborateurs pourront développer dans leurs articles après avoir rencontré des représentants des différents services. Il propose de publier une série dans un laps de temps de quatre à six mois.

StD : Ont participé à l'opération, des professionnels des services sociaux de Tavannes, Saint-Imier, Orval (Reconvilier-Malleray), région Prévôté (Moutier), La Neuveville, Tramelan, Courtelary et région (SASC). Cinq journalistes membres de la rédaction du JdJ ont signé des papiers dans ce cadre. C'était important, de mon point de vue, que plusieurs journalistes différents soient parties prenantes, colorent les articles avec leurs propres sensibilités, qu'il n'y ait pas qu'une plume, qu'une vision.

MG : Les services se répartissent alors les thèmes en fonction de leurs préférences et le groupe de travail transmet au journal la liste des thèmes avec les coordonnées des personnes de référence dans chacun des services sociaux.

Stéphane Devaux écrit le 12 mai 2014 un éditorial intitulé « *La face obscure de la société* » et réalise le premier article sur la base d'une interview de deux assistantes sociales. En septembre paraît le dernier article de la série.

StD : Le résultat, ça a été sept reportages parus entre le 12 mai et le 30 septembre 2014, réunis sous le terme générique « *Nul n'est à l'abri* », dans lesquels nous avons traité les sujets suivants :

- Le forfait minimum de la CSIAS, peut-on vivre avec ? Récit d'une expérience
- « Finir à l'aide sociale », c'est risquer de ne plus exister socialement
- Loisirs : que peut-on encore s'offrir quand on est à l'aide sociale ?
- Le manque de formation, phénomène aggravant
- Quelle mission pour les services d'aide sociale : aider ou contrôler ?
- Reportage chez Regenove, organe du CSP Berne-Jura, acteur de réinsertion professionnelle
- Essai de portrait des bénéficiaires de l'aide sociale. Point commun : leur fragilité.

MG : Le groupe de travail propose alors à Stéphane Devaux une ultime rencontre afin de « boucler la boucle » et d'écrire un dernier article en guise de conclusion et de synthèse. Il paraît le 30 janvier 2015, revisite certains thèmes traités et fait un tour d'horizon de l'état de situation.

Les services sociaux ont été extrêmement satisfaits de cette expérience car les articles ont pu mettre en évidence une réalité dont bien peu de personnes ont conscience. Les récits des travailleurs sociaux mis en forme par les journalistes ont permis de montrer une autre image des personnes ayant recours aux services sociaux et des services eux-mêmes.

StD : Ce que j'en retiens : le Journal du Jura s'est plongé dans un monde plutôt nouveau pour lui. Une bonne prise de conscience pour la majorité d'entre nous. Notre espoir : que notre travail ait contribué à mieux faire connaître cette réalité de notre société (« c'est aussi chez nous ! ») et à combattre les amalgames, la stigmatisation, la mise sur la touche. Dans la population au sens large, mais aussi auprès des autorités locales, régionales, cantonales, etc., afin qu'elles prennent leurs responsabilités. Car il en va de l'avenir de cette partie, affaiblie et cabossée, de la société. Mais aussi de l'avenir de l'ensemble de la société et de sa cohésion.

Je sais, c'est un peu prétentieux, mais je signe encore aujourd'hui, sans en changer une ligne, ce que j'écrivais dans un édito le 12 mai 2014, pour expliquer le sens de notre démarche : « *Le témoignage de ces collaborateurs dévoués et engagés [les travailleurs sociaux] nous a permis de constater combien la réalité des largués de la croissance, des éjectés de la réussite, des lanternes rouges de la consommation devait être étrangère à celles et ceux qui, heureusement pour eux, n'ont pas à vivre ce calvaire au quotidien. Et que notre rôle de quotidien régional d'information était aussi de rendre compte de la face obscure de notre société, ici et maintenant. Sans polémique, mais en recueillant des témoignages.* »

MG : On n'a pas toujours de bonnes expériences avec la presse, et c'est un peu compliqué de faire confiance, parce que nous devons protéger nos bénéficiaires et selon la manière dont les choses sont montrées, dites ou écrites, sorties du contexte, elles peuvent faire beaucoup de tort. Mais la confiance et le respect peuvent se gagner et c'est important pour nous de savoir qu'on peut, chacun dans son rôle, travailler ensemble à faire émerger publiquement des réalités qu'on ne veut pas voir.

StD : Je pense que les représentants de la presse, nous n'avons pas toujours à être fiers de notre manque de curiosité : on relate une décision politique (ici la motion

Studer), mais trop souvent sans chercher à comprendre, à mettre en contexte cette décision et ses enjeux, ses conséquences réelles.

MG : La remise en cause du travail social et de sa professionnalité (versus la milice) par certains politiques est une insulte faite aux bénéficiaires, aux professionnel-les, aux hautes écoles, à toutes celles et tous ceux qui se battent pour que ne soient torpillés ni le code de déontologie de nos professions, ni le minimum d'harmonisation que représentent les normes de la CSIAS. Mettre en lumière la réalité telle qu'elle est, loin des fantasmes simplistes, avec une vraie rigueur journalistique, c'est aussi une manière de remettre publiquement l'église au milieu du village.